

## Les Palestiniens exigent de l'ONU l'arrêt de sa complicité dans le siège de Gaza

### Description

Par Ali Abunimah, mardi 25 novembre 2014

[2014-11-17-gaza-people-shelter-in-tent](#)

Des Palestiniens de Shujaiya, quartier gravement endommagé de la ville de Gaza, s'abritent sous une tente lors de fortes pluies (Anne Paq / ActiveStills)

« Ne récompensez pas Israël pour le massacre de Gaza ». C'est le message que les Palestiniens demandent aux peuples du monde de transmettre aux autorités des Nations Unies pour qu'elles cessent d'être complices du siège israélien de Gaza qui continue.

Cet appel intervient alors qu'il est de plus en plus clair que le soi-disant mécanisme de reconstruction de Gaza négocié entre Israël et l'ONU a échoué.

La fermeture du territoire, qui abrite près de 1,8 millions de Palestiniens, imposée en 2007, est restée aussi stricte que jamais en dépit de promesses de 5,4 milliards de dollars pour l'aide à la reconstruction à la suite de l'attaque israélienne de l'été qui a tué plus de 2 200 personnes et laissé Gaza presque totalement dévasté.

### La complicité de l'ONU et des entreprises criminelles

Alerte par mail du BNC (comité national du boycott) aujourd'hui : « il est temps que l'ONU se rende compte de l'ampleur de l'indignation au moment où des décisions se font jour sur la complicité de l'ONU dans le maintien de Gaza en état de siège et sur la façon dont les entreprises israéliennes vont profiter de la reconstruction de Gaza »

Le BNC, le groupe dirigeant de la campagne palestinienne de boycott, d'investissement, sanctions, a prévenu que « les entreprises qui sont prêtes à empocher des profits par la fourniture de matériaux de reconstruction sont des entreprises criminelles ».

Cela comprend des entreprises telles que les cimentiers Neshar & ReadyMix qui pillent les ressources naturelles palestiniennes et participent à la construction des colonies illégales à déclarer le BNC.

### Pas de reconstruction

En Octobre, Electronic Intifada a révélé les détails du mécanisme de reconstruction de Gaza, négocié avec Israël par Robert Serry, le coordinateur spécial de l'ONU pour le Processus de Paix au Moyen Orient (UNSCO).

Electronic Intifada a révélé que l'arrangement secret met effectivement l'ONU en position d'autorité sur la poursuite du siège de Gaza.

Sous couvert de la reconstruction, l'ONU pilote et rassemble des informations précises d'ordre privé sur les familles palestiniennes à prendre en charge par Israël qui a un droit de veto sur le choix des familles qui peuvent obtenir de l'aide pour la reconstruction de leur maison.

Et, en dépit des promesses selon lesquelles l'accord permettrait au moins aux Palestiniens devenus sans abri à cause des bombardements israéliens de reconstruire rapidement, le mécanisme ne marche pas.

Les 28 camions de ciment entrés aujourd'hui à Gaza ne sont que la deuxième livraison de matériaux de construction pour le secteur privé depuis l'assaut de l'État, selon l'agence de presse Ma'an News.

C'est une petite goutte d'eau dans le seau, qui suit une précédente livraison, petite à peine, de 75 camions il y a plus d'un mois.

L'ONU estime que plus de 100 000 maisons ont été endommagées ou détruites dans les attaques israéliennes, ce qui a touché plus de 600 000 personnes à un tiers de la population de Gaza.

Raes Fattuh, un responsable de l'autorité palestinienne basée à Gaza, a dit à l'agence Ma'an que les livraisons ont été interrompues par Israël depuis octobre.

### **Le coup de sifflet de l'UNWRA**

Même l'UNWRA, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, qui a au départ accueilli avec prudence le mécanisme de reconstruction de Gaza, y va maintenant de son coup de sifflet.

Pierre Krakenbuhl, commissaire général de l'UNWRA, a dit la semaine dernière que « malgré de premiers résultats, le processus de reconstruction s'avère beaucoup trop lent et particulièrement inefficace ».

« Si cela continue, nous arriverons à l'hiver sans progrès dans la reconstruction des maisons de ceux, nombreux, qui sont encore déplacés, dont ceux qui se trouvent encore dans les écoles de l'UNWRA. Les habitants de Gaza méritent plus et mieux que cela » a-t-il ajouté.

### **La patate chaude**

L'accord négocié par Serry pour l'ONU a nourri la colère parmi les Palestiniens et le trouble dans les organisations internationales d'aide. Mais ces dernières ont largement échoué à se faire entendre.

Au cours des dernières semaines, les grandes organisations d'aide ont gardé le silence sur la critique du mécanisme de Reconstruction de Gaza.

Par exemple, Oxfam, l'une des plus grosses ONG d'aide qui travaillent dans les territoires occupés de Cisjordanie et à Gaza, a, à plusieurs reprises, décliné les demandes de commentaires consistants de la part d'Electronic Intifada sur le mécanisme de reconstruction de Gaza.

Un représentant d'Oxfam a donné une réponse dans ces termes : « nous n'estimons pas être les mieux placés pour donner des commentaires sur le mécanisme ».

« Pour des informations plus précises » a-t-il ajouté, « nous suggérons de contacter AIDA ou UNSCO qui ont négocié l'accord ».

Mais lorsque Electronic Intifada a contacté AIDA, l'association des agences de développement international basée à Jérusalem occupée, il lui a été dit qu'AIDA n'est qu'un organe de coordination qui n'a pas à faire de commentaires. La suggestion était de s'adresser à ses membres, dont Oxfam fait partie.

Joint par téléphone, Nick Reagan, directeur régional de l'UNOPS, le bureau de l'ONU pour les services d'appui aux projets qui est le responsable opérationnel pour le plan de Gaza, s'est refusé à parler de ce sujet avec l'Intifada électronique.

Il semble que les agences d'aide rivalisent dans l'art de se passer la patate chaude et sont pour quelle raison ? réticentes à critiquer l'État d'un mécanisme qui a été financé par l'ONU comme étant le salut pour les victimes palestiniennes du dernier spasme de violence d'Israël.

### **L'ONU reconnaît des défaillances**

Nicole Ganz, porte-parole de l'UNSCO, a refusé de s'exprimer directement sur les critiques du BNC mais a orienté Electronic Intifada vers les deux déclarations précédentes de Robert Serry ce mois-ci.

Dans une déclaration du 21 novembre, Serry a reconnu à bien que de façon allusive à l'État de son mécanisme à relancer la reconstruction à Gaza.

Serry a aussi annoncé que l'ONU, Israël et les services de Ramallah de l'Autorité palestinienne, étaient arrivés à une « meilleure compréhension » en vue de commencer à bloquer le flux de matériaux de construction.

C'est ce qui a sans doute abouti à la petite livraison de ciment d'aujourd'hui, mais même Fattuh de l'AP a dit à l'agence de presse Ma'an qu'il ne savait absolument pas si cette livraison n'était pas faite une fois pour toutes.

Serry a aussi déclaré que « des précautions spéciales ont été prises pour éviter l'utilisation abusive de renseignements personnels sur ceux qui souhaitent accéder au mécanisme ». C'est une réponse vague à l'indignation palestinienne face à la possibilité pour Israël d'utiliser des informations obtenues via l'établissement par l'ONU des besoins sur des familles palestiniennes dans le but d'opposer son veto sur qui obtient de l'aide.

---

Le manque de transparence de l'ONU sur le mécanisme signifie qu'il est impossible d'évaluer les allégations de Serry sur les « précautions ».

Mais Serry a aussi admis que les « ressources existantes » ne suffisent pas et a exhorté les États donateurs à « mettre à disposition d'urgence » les fonds sur lesquels ils s'étaient préalablement engagés.

Ce responsable de l'ONU a également fait appel à « toutes les parties concernées » apporter leur plein soutien pour rendre le mécanisme opérationnel à l'échelle nécessaire » et suggérant ainsi qu'on en est loin.

Serry continue à présenter l'ONU comme simple soutien de l'Autorité palestinienne dans la mise en place d'un accord dont l'AP serait responsable en dernière analyse. Mais en réalité, c'est Serry lui-même qui a négocié et promu le mécanisme de reconstruction de Gaza ; c'est pourquoi la colère palestinienne est dirigée de façon croissante contre l'ONU.

Serry dit qu'il « continue à croire que s'il est mis en œuvre de bonne foi, (le mécanisme de Reconstruction de Gaza) serait un pas en avant vers la possibilité de lever les fermetures qui demeurent ».

C'est une croyance que peu de Palestiniens partagent. Nombre d'entre eux croient plutôt, avec le désespoir croissant à Gaza tandis que la température hivernale baisse, que l'ONU aide Israël à donner une couverture internationale à son siège et aussi bien à en tirer des profits.

### Agir maintenant

Le message du BNC est que les Palestiniens de Gaza ne peuvent plus attendre et qu'ils ne vont certainement pas compter sur la « bonne foi » d'Israël.

Le BNC propose, sur son site internet, un formulaire simple permettant d'envoyer des messages aux plus hauts responsables de l'ONU, Serry compris.

« Agissez tout de suite en envoyant un message aux responsables clés de l'ONU, les pressant d'empêcher Israël de tirer profit de la destruction de Gaza et d'adopter une politique d'achats excluant les entreprises criminelles des appels d'offres pour la reconstruction de Gaza » c'est la demande du BNC.

Le BNC en appelle aussi aux Européens pour qu'ils exigent la suspension de l'accord d'association UE-Israël, l'accord de libre-échange qui permet à Israël l'accès aux marchés et aux financements européens.

Traduction SF pour l'Agence Media Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)

**date créée**  
2014/11/27